

MANDAT

entre

La VILLE DE MORGES, Hôtel-de-Ville, CH-1110 Morges

représentée par la Municipalité,

elle-même représentée valablement par M. Vincent Jaques, Syndic, et M. Giancarlo Stella, Secrétaire municipal,

(ci-après **Le Mandant**)

et

<RAISON SOCIALE>, <rue, no>, <NPA> <Lieu>

valablement représenté<...> par <Prénom, Nom, fonction> et <Prénom, Nom, fonction>,

(ci-après **LE MANDATAIRE**)

concernant

RÉAMÉNAGEMENT DU PARC DES SPORTS

APPEL D'OFFRES EN PROCÉDURE OUVERTE POUR UN MANDATAIRE GÉNÉRAL

(GROUPEMENT DE MANDATAIRES OU BUREAU MULTIDISCIPLINAIRE DE PLANIFICATION GÉNÉRALE ET DE COORDINATION)

1. PRÉAMBULE

La Commune de Morges prévoit de réaménager le site du Parc des Sports dans le cadre du Plan Partiel d'Affectation dédié au site. Les biens-fonds sont les nos 743 et 1425 du registre cadastral de la Commune.

Ainsi, en tant que maître d'ouvrage, la Commune souhaite s'adjoindre les services d'un mandataire unique aux multiples compétences.

Le mandat revêt une certaine complexité dans la mesure où il s'agit de :

- travailler sur un site comprenant de nombreux objets différents, avec une temporalité différente et des maîtres d'ouvrage différents,
- mener à la fois la planification générale du projet de réaménagement du Parc des Sports et la coordination générale avec les projets connexes présents sur le site pour une organisation et vision d'ensemble cohérentes.

Le mandataire a été sélectionné sur la base de l'offre qu'il a présentée dans le cadre d'une procédure ouverte soumise à la législation cantonale et à l'accord AIMP sur les marchés publics.

Si bureau multidisciplinaire : Le mandataire est une <SA / Sàrl / société en nom collectif / raison sociale individuelle> enregistrée au registre du commerce de <Lieu>, IDE <no IDE>.

Si groupement de mandataires : Le mandataire est une communauté de soumissionnaires constituée des entreprises <Raison sociale, Lieu du siège>, <Raison sociale, Lieu du siège>, <.....>. Les membres de la communauté de soumissionnaires sont organisés en société simple au sens des articles 530 ss CO et désignent comme pilote de la communauté et représentant légal au sens des art. 543 et 544 CO la société <Raison sociale pilote>.

2. ÉLÉMENTS CONTRACTUELS ET LEUR ORDRE DE PRIORITÉ

Les dispositions et documents suivants fondent la relation contractuelle et s'appliquent dans leur ordre d'énonciation :

- Le présent contrat ;
- L'appel d'offres en procédure ouverte pour un mandataire général pour l'élaboration du projet de réaménagement du Parc des Sports, cahier des charges du 8 mai 2019, ses annexes et les éventuelles réponses aux questions en cours de procédure ;
- L'offre du mandataire du <date> ;
- Les dispositions du CO, art. 393 et suivants, le cas échéant l'art. 363 et suivants,
- Les normes techniques suivantes : SIA 112 et 102, 103 et 105 sous réserve de la clause générale d'exclusion ci-dessous ;
- Les normes techniques professionnelles, même si elles ne sont pas explicitement nommées, dans la mesure où elles portent sur des dispositions obligatoires ou décrivent l'état de l'art, sous réserve de la clause générale d'exclusion ci-dessous. Dont notamment celles relatives à la planification-coordination, l'architecture du paysage, le génie civil, l'éclairagisme, les terrains de sports, l'architecture et l'urbanisme,
- Les lois, ordonnances et directives cantonales et communales.

Dans le cas où des dispositions des éléments contractuels se contredisent et sous réserve des dispositions impératives du droit suisse, cet ordre d'énonciation correspond à la primauté des éléments contractuels.

Si les documents faisant partie des mêmes éléments contractuels se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales du mandataire ne sont valables que si elles sont expressément reconnues dans le présent contrat. Les renvois et mentions dans un élément du contrat aux conditions contractuelles du mandataire, en particulier dans son offre et ses annexes ou dans une lettre de confirmation, ne sont pas reconnus.

Clause générale d'exclusion : D'une manière générale, les normes techniques professionnelles ne sont applicables que sur les points concernant des dispositions obligatoires ou décrivant l'état de l'art respectivement que dans leurs aspects strictement techniques. Toute disposition à caractère commercial est exclue à moins qu'elle ne soit explicitement reprise ou mentionnée dans le présent contrat. Sont notamment mais pas exclusivement exclues les conditions générales selon SIA 112, les règlements SIA concernant les prestations et les honoraires (RPH) (SIA 102, 103, 104, 105, 106, 108, 110) dans toutes leurs dispositions à caractère commercial. Sont également exclues toutes les dispositions émanant des normes professionnelles et divergeant des dispositions du CO réglant le mandat. Les renvois et mentions dans un élément du contrat à des dispositions contractuelles des normes professionnelles ne sont pas reconnus.

3. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat est un contrat mixte portant sur des prestations régies selon les dispositions relatives au mandat au sens des articles 393 ss CO ou, le cas échéant, du contrat d'entreprise au sens des art. 363 ss CO.

Dans le cadre de son projet de réaménagement du site du Parc des Sports, la Commune a déterminé un ensemble de besoins et contraintes décrit à l'article 3 *Projet* du cahier des charges de l'appel d'offres.

Ainsi, en tant que maître d'ouvrage, elle souhaite s'adjoindre les services d'un mandataire unique compétent en :

- Planification et coordination générales,
- Architecture du paysage,
- Ingénierie civil-Direction de travaux,
- Eclairagisme,
- Spécialiste en terrains de sports,
- Architecture et ou urbanisme (implantation de bâtiments).

Le mandataire a pour principales missions :

- Planification à partir de l'avant-projet et direction des travaux,
- Coordination avec les autres objets du site et traitement fin des interfaces,
- Etude d'implantation des futurs bâtiments de l'objet « Programme Clubs sportifs et Théâtre » en cohérence avec les terrains de sports,
- Collecteur eaux claires Longeraie-lac : phases appel d'offres et réalisation pour le tronçon qui traverse le Parc des Sports.

L'objet du mandat et les missions sont plus amplement détaillés à l'article 4 *Objet du Mandat* du cahier des charges de l'appel d'offres.

4. PLANNING DU PROJET, INTERRUPTION DU PROJET, LIBÉRATION DES ÉTAPES ET PHASES

Le planning du mandat et de l'aménagement général du site définis à l'article 4.5 *Plannings intentionnels* du cahier des charges de l'appel d'offres sont des plannings prévisionnels. Mandant et mandataire s'assistent mutuellement dans le cadre de leurs fonctions respectives pour le respecter au plus près. Il est à noter que certaines dates et échéances seront imposées par le déroulement de certains objets ne faisant pas partis du présent mandat et que les périodes de validation de la Municipalité et de demandes de crédit auprès du Conseil communal sont déterminantes. Ils s'informent réciproquement de tout fait susceptible d'influencer le planning prévisionnel et conviennent ensemble des mesures nécessaires. Si nécessaire et notamment si des impératifs de coordination avec d'autres activités et projets l'imposent, le mandant peut décider d'interrompre momentanément le projet. Il informe le mandataire le plus tôt possible de la décision d'interruption et de la reprise du projet, après son interruption, et convient avec lui des mesures qui s'imposent.

Les phases du projet, selon SIA 112 (et 103 pour les infrastructures souterraines), et les phases partielles 31, 32, 33, 41, 51, 52 et 53 sont libérées individuellement et successivement par le mandant, au gré de l'avance du projet. Le mandant confirme la libération des phases et phases partielles par notification écrite ou lors de séances de travail faisant l'objet d'un procès-verbal. La notification par courriel est admise aux conditions prévues au point 9.6.

Comme précisé à l'article 4.5 *Plannings intentionnels* du cahier des charges de l'appel d'offres, les études d'infrastructures souterraines feront l'objet de validations de phase (et de libérations de phases le cas échéant) distincts.

Le pilote, planificateur et coordinateur générale, veillera à la cohérence de l'avancement global des études.

Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases et phases partielles pour la planification générale comme pour chacun des objets spécifiques à ce mandat.

Si, pour des impératifs techniques liée au planning, le mandataire souhaite fournir des prestations partielles liées à des phases non encore libérées, il est tenu d'informer le mandant desdites prestations et de leur volume et d'obtenir en préalable à toute prestation sa confirmation de prise en charge.

Le mandataire ne peut en aucun cas faire valoir des prétentions liées à des prestations qu'il aurait fournies pour des phases non encore libérées par le mandant ou à des prestations partielles de phases non encore libérées et pour lesquelles le mandant n'aurait pas confirmé la prise en charge.

5. PRESTATIONS À FOURNIR

Les prestations à fournir par le mandataire dépendent des objectifs des différentes phases et des livrables qui en font partie. Elles intègrent notamment les prestations suivantes :

5.1. PRESTATIONS GÉNÉRALES DE GESTION DE PROJET

Les prestations à fournir par le mandataire recouvrent les prestations de direction générale, de collaboration et de coordination technique ainsi que toutes les prestations de base pour les différentes phases partielles, telles que mentionnées dans la SIA 112 (et 103 pour les infrastructures souterraines). Les phases partielles concernées sont les suivantes :

Etude	3 Etude du projet	31 Avant-projet
		32 Projet de l'ouvrage
		33 Demande d'autorisation, dossier de mise à l'enquête
	4 Appel d'offres	41 Appels d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication : conduite des procédures d'appel d'offres dans le respect des dispositions applicables en matière de marchés publics
Réalisation	5 Réalisation	51 Projet d'exécution
		52 Exécution de l'ouvrage
		53 Mise en service, achèvement

Le mandant se réserve la possibilité de déléguer la construction de l'ouvrage à une entreprise générale ou à une entreprise totale auxquels cas les prestations à fournir par le mandataire se verraient adaptées en conséquence.

5.2. SUPPORTS ET FORMATS POUR LA REMISE DES DÉLIVRABLES

Le mandataire fournit tous les livrables en supports électroniques éditables. En cas de transmission PDF, il sera communiqué en même temps le format original du document. Chaque fois que nécessaire, il fournit les livrables en sus sur des supports physiques adéquats à l'usage auquel ils sont destinés.

Les formats suivants sont admis :

- Plans, schémas techniques : DWG, PDF (lisible en A4 et/ou A3) ;
- Textes, tableaux, présentations : MS OFFICE, Word, Excel, Powerpoint ;
- Photos, graphiques : CNG, JPG ;
- Tous documents dans leur version non éditable : PDF ;
- Polices : Calibri 10 ;
- Autres applications : Format sur demande.

5.3. CARTOUCHE DES PLANS ET DÉNOMINATION DES DÉLIVRABLES

Sur tous les délivrables figurent les mentions suivantes :

- Logo de la Ville de Morges
- Titre du deliverable
- Auteur
- Entreprise
- Date
- Version

Les noms des fichiers fournis par le mandataire sont définis selon la convention suivante :

AAAA_MM_JJ_PROJ_PHASE_OBJ_Nom-du-document.EXT

Soit

- AAAA_MM_JJ pour la date du document
- PROJ pour le nom du projet > PdS
- Pour PHASE : « 1 » pour phase 1, « 2 » pour phase 2 ; « 3-31 », « 3-32 » et « 3-33 » pour phase 3, phases partielles 31, 32 ou 33
- OBJ, si nécessaire, pour le numéro ou nom de l'objet concerné
- NOM du document
- EXT pour l'extension du fichier

Exemple :

2018_11_30_PdS_2-21_Concept-place-fetes.doc

Le cas échéant la nomenclature s'adaptera aux directives de la plateforme électronique d'archivage et/ou d'échange (cf. 6.6).

6. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1. DEVOIR DE DILIGENCE ET DE LOYAUTÉ

Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant et fournit ses prestations dans les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession. Le mandataire doit en particulier tout mettre en œuvre pour respecter le planning du projet ainsi que ses objectifs matériels, qualitatifs et financiers.

Le mandant assiste le mandataire dans l'exercice de son mandat en prenant les mesures adéquates en vue d'un pilotage efficace et clair du projet, en mettant à sa disposition toutes les informations et tous les documents nécessaires à son travail et, une fois les bases décisionnelles nécessaires à sa disposition, en prenant ses décisions ou en cherchant les décisions supérieures dans les meilleurs délais.

Le mandataire informe immédiatement le mandant de tout risque de conflit entre ses intérêts personnels et ceux du mandant dus aux relations personnelles ou privées qu'il entretient ou vise avec d'autres intervenants du projet. Il refuse tout avantage personnel proposé par des tiers impliqués dans le projet ou souhaitant y participer.

En cas de litige, le mandant et le mandataire renoncent à toute action susceptible de nuire indûment à la réputation de l'autre partie. Les actions nécessaires à faire valoir leurs droits par la voie judiciaire et le

devoir d'information factuelle auquel ils sont tenus légalement ou dans le cadre de leur fonction demeurent pleinement réservés.

6.2. DEVOIR D'INFORMATION

Pendant toute la durée du contrat, les parties s'informent immédiatement de toute circonstance susceptible d'influencer le présent mandat, son exécution, la réalisation du projet, sa qualité, ses délais, ses coûts. Dans la mesure du possible, elles se concertent sur les mesures à prendre et leurs effets.

6.3. NOTIFICATIONS

Toute notification relative au présent contrat doit être faite par écrit aux destinataires désignés sous point 9.2. Les notifications lors de séances de travail sont valables si elles font l'objet d'un procès-verbal.

Le mandataire attire l'attention du mandant par écrit sur les conséquences défavorables de ses instructions, en particulier en ce qui concerne les délais, la qualité et les coûts. Il le met en garde contre les exigences et demandes inadéquates. Si le mandant insiste sur une instruction malgré la mise en garde écrite du mandataire, ce dernier n'est pas responsable envers le mandant des conséquences qui en résultent.

6.4. CONFIDENTIALITÉ

Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont pas notoires ou qui ne sont pas accessibles de façon générale à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité demeure après l'expiration des rapports contractuels. Restent réservées les obligations légales d'information.

6.5. POUVOIR DE REPRÉSENTATION

Le mandataire n'est pas autorisé à faire à des tiers, au nom du mandant, des déclarations de nature juridique ayant valeur contraignante. Les dispositions du CO, en particulier de l'art. 396 CO demeurent réservées.

Le mandataire est tenu de transmettre immédiatement au mandant les communications et les déclarations de tiers (autorités, entrepreneurs, spécialistes, etc.) qui influent sur le but du mandat (p. ex. objectifs de qualité et risques convenus, difficultés des partenaires contractuels et demandes de tiers à ce sujet, demandes de changement de prix, mise en garde, etc.).

6.6. ARCHIVES ÉLECTRONIQUE DU PROJET – PLATEFORME D'ÉCHANGE

Dans la mesure où le mandant met en place un site pour l'archivage électronique du projet, le mandataire est tenu d'y déposer ses documents et fichiers selon les directives du mandant ou des tiers qu'il a nommé pour la gestion dudit site.

6.7. CONSERVATION DES DOCUMENTS

Le mandataire, respectivement chaque membre de la communauté de travail, conserve gratuitement, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat et dans l'état où ils ont été établis, tous les documents relatifs à ce contrat et qui n'ont pas été remis au mandant sous forme d'originaux (tels que documents des phases de décision et documents du projet tels que plans, esquisses, calculs, concepts, correspondances, décomptes, supports de données, etc.).

6.8. DROITS D'AUTEURS

Dans la mesure où ils constituent des œuvres au sens de la loi sur les droits d'auteur, les droits d'auteur du mandataire sur ses esquisses, brouillons, plans, schémas techniques ou solutions détaillées appartiennent à leurs auteurs respectifs. Le transfert de propriété des livrables prévus dans ledit contrat n'implique pas le transfert des droits d'auteur y relatifs.

Dans la mesure où ses solutions détaillées (avant-projet et projet) constituent des œuvres d'architecture au sens de la loi sur les droits d'auteur et sous réserve de dispositions impératives contraires de ladite loi, le mandataire concède au mandant le droit irrévocable et gratuit de les divulguer et de les utiliser publiquement, notamment d'en faire établir et distribuer des reproductions, de les présenter ou les faire présenter sous forme notamment de photographies ou de film, d'en établir des maquettes et représentations 3D, notamment pour les présenter à la population dans le but d'acquérir son adhésion ou pour en démontrer l'exemplarité. Dans la mesure du possible, le mandant veille, en faisant usage de cette autorisation de divulgation, de présentation et d'utilisation, à associer le mandataire ou à mentionner nommément les auteurs des œuvres qu'il présente.

Les utilisations commerciales sont explicitement exclues de cette autorisation.

La publication par le mandataire de plans, de descriptifs et de photographies de plans des ouvrages et des constructions est soumise dans tous les cas à l'approbation écrite préalable du mandant. Les dispositions de l'art. 27 LDA (liberté du panorama) restent réservées. L'approbation ne peut être refusée qu'en présence d'intérêts dignes de protection.

6.9. ASSURANCES

Le mandataire est tenu de disposer d'une couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle pour la durée du mandat. Des polices individuelles aux membres de la communauté de soumissionnaires sont admissibles. Le mandataire est tenu de maintenir cette couverture d'assurance pendant toute la durée du contrat et de présenter, sur demande du mandant, les certificats et attestations de paiement y relatifs.

Le mandataire est assuré en responsabilité civile auprès de pour un montant de CHF

Le mandant se réserve la faculté de refuser une couverture jugée insuffisante. Le mandataire doit alors, à ses frais, augmenter le montant précité.

6.10. AUTRES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

Comme participant à répondre au devoir d'exemplarité du mandant, en sa qualité de collectivité publique, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail légales ou conventionnelles en vigueur au lieu où la prestation est fournie et à respecter les principes de non-discrimination et l'égalité salariale entre femmes et hommes. Il s'engage par ailleurs à éviter tout comportement susceptible de nuire à la réputation du mandant.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de prendre toute disposition pour qu'ils respectent également les principes susmentionnés.

6.11. RESPONSABILITÉ DU MANDATAIRE

Le mandataire répond des dommages subis par le mandant ou des tiers dans l'exercice du présent contrat et du fait de sa responsabilité. Le mandataire ne répond que dans la mesure où les dommages subis par

le mandant ou des tiers sont consécutifs à sa violation d'obligations auxquelles il était tenu de par la loi, selon les termes du présent contrat ou plus généralement en raison de son devoir de diligence.

Le mandataire répond de tout retard, à moins que celui-ci ne résulte de la faute du mandant et a fait l'objet d'une notification selon point 6.3. En l'absence de notification de la part du mandataire, le mandant peut faire valoir des dommages et intérêts.

Les documents insuffisants ou présentant des défauts sont refusés par le mandant et doivent être corrigés gratuitement.

7. RÉMUNÉRATION

7.1. TARIF HORAIRE

Les prestations du mandataire sont facturées à un **tarif horaire moyen unique** de CHF..... hors TVA, soit CHF..... TTC 7,7%.

7.2. VOLUME DE TRAVAIL, HONORAIRES ESTIMÉS-PLAFONDS ET MODE DE RÉMUNÉRATION

Le volume de travail et les honoraires pour les différentes phases et phases partielles s'articulent selon le tableau de l'article 7.4.

Les parties conviennent d'une rémunération sur la base du temps de travail effectif avec plafond des honoraires par phase et phase partielle.

Le mandataire procède au monitoring continu du mandat et établit un **rapport tous les 2 mois maximum** de ses prestations et de ses honoraires, articulés par phase partielle. Le mandataire est tenu de notifier immédiatement au mandant un dépassement possible du plafond des honoraires de chaque phase partielle. Lorsque 85% du montant plafond de la phase partielle est consommé, le mandataire estime l'avance des travaux de la phase partielle en cours, les prestations encore à fournir et leur adéquation par rapport au budget encore disponible.

En cas de notification d'un dépassement possible, le mandant prend les dispositions qui s'imposent, soit pour augmenter le plafond des honoraires pour la phase partielle concernée, soit pour adapter les prestations à fournir de manière à ce que ledit plafond puisse être respecté.

Faute de notification et d'approbation écrite d'une modification de commande, le dépassement d'un plafond des honoraires convenu est à la charge du mandataire.

Le mandataire peut proposer des reports des honoraires plafonnés d'une phase partielle à une autre, mais ne peut les reporter de son propre chef, même si le plafond des honoraires total demeure inchangé. Dans tous les cas, les soldes non utilisés sont restitués au mandant au bouclage de l'étape.

7.3. FRAIS ET DÉBOURS

Sont compris dans la rémunération convenue à l'article 7.4 les frais accessoires du mandataire et ses frais de fonctionnement tels qu'impression A3/A4 en noir/blanc et en couleur, photocopies, téléphone, télécopie, frais de port, infrastructure informatique, assurances, etc.

Pour les frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs, ainsi que pour les tirages grand format, un **forfait de 3% des honoraires** est convenu.

Aucun autre frais et débours ne sera pris en charge par le mandant sans son accord préalable.

La prise en charge par le mandant de frais de tiers nécessite son accord préalable. De même, la prise en charge par le mandant de frais hors mandat, par exemple pour des reproductions en tirage important, ou l'élaboration ainsi que la production spécifiques de documents, plans, esquisses, schémas, maquettes, représentations 3D et autres destinés à des présentations publiques nécessite l'accord préalable du mandant.

7.4. TABLEAUX DE RÉMUNÉRATION

Synthèse pour l'ensemble du mandat :

Phases et phases partielles	Heures estimées	Honoraires estimés (plafond)	Frais (Forfait 3%)	Honoraires plafonnés et frais Hors TVA	Honoraires plafonnés et frais TTC
3 - Etude de projet	.....h				
31 - Avant-projet	.....h				
32 - Projet de l'ouvrage	.....h				
33 - Demande d'autorisation	.....h				
4 - Appel d'offres	.....h				
41 - Plans d'appels d'offres	.....h				
42 - Appels d'offres et adjudications	.....h				
5 - réalisation	.....h				
51 - Projet d'exécution	.....h				
52 - Exécution de l'ouvrage	.....h				
53 - Mise en service, achèvement	.....h				
TOTAUX	.....h				

Décomposition :

- *Planification et coordination générales, hors infrastructures souterraines et Longeraie-Lac :*

Phases et phases partielles	Heures estimées	Honoraires estimés (plafond)	Frais (Forfait 3%)	Honoraires plafonnés et frais Hors TVA	Honoraires plafonnés et frais TTC
3 - Etude de projet	.....h				
31 - Avant-projet	.....h				
32 - Projet de l'ouvrage	.....h				
33 - Demande d'autorisation	.....h				
4 - Appel d'offres	.....h				
41 - Plans d'appels d'offres	.....h				
42 - Appels d'offres et adjudications	.....h				
5 - réalisation	.....h				
51 - Projet d'exécution	.....h				
52 - Exécution de l'ouvrage	.....h				
53 - Mise en service, achèvement	.....h				
TOTAUX	.....h				

- Objet « Infrastructures souterraines » :

Phases et phases partielles	Heures estimées	Honoraires estimés (plafond)	Frais (Forfait 3%)	Honoraires plafonnés et frais Hors TVA	Honoraires plafonnés et frais TTC
3 - Etude de projet	.....h				
31 - Avant-projet	.....h				
32 - Projet de l'ouvrage	.....h				
33 - Demande d'autorisation	.....h				
4 - Appel d'offres	.....h				
41 - Plans d'appels d'offres	.....h				
42 - Appels d'offres et adjudications	.....h				
5 - réalisation	.....h				
51 - Projet d'exécution	.....h				
52 - Exécution de l'ouvrage	.....h				
53 - Mise en service, achèvement	.....h				
TOTAUX	.....h				

- Objet « Longeraie-Lac » :

Phases et phases partielles	Heures estimées	Honoraires estimés (plafond)	Frais (Forfait 3%)	Honoraires plafonnés et frais Hors TVA	Honoraires plafonnés et frais TTC
4 - Appel d'offres	.....h				
41 - Plans d'appels d'offres	.....h				
42 - Appels d'offres et adjudications	.....h				
5 - réalisation	.....h				
51 - Projet d'exécution	.....h				
52 - Exécution de l'ouvrage	.....h				
53 - Mise en service, achèvement	.....h				
TOTAUX	.....h				

7.5. MODIFICATIONS DU CONTRAT

Le mandant peut en tout temps réduire le volume des prestations convenues ou en supprimer et notifier ces modifications au mandataire selon les dispositions prévues au point 9.6. Le mandant dédommage le mandataire pour les prestations prouvées et autorisées, exécutées avant la réduction du volume des prestations, même si elles sont rendues inutiles à la suite de cette réduction.

Le mandataire ne peut pas faire valoir de prétentions ou compensations pour des prestations auxquelles le mandant renonce, ni justifier d'une adaptation tarifaire motivée par une réduction du volume.

Aucune modification du tarif horaire selon point 7.1 n'est admise. Aucune prise en compte du renchérissement ne sera consentie dans les trois prochaines années à partir de la conclusion du contrat. Pour le calcul du renchérissement, à partir de la 4^{ème} année, s'applique l'indice des prix de la construction

pour la région lémanique. Le nouveau tarif adapté au renchérissement s'applique de manière inchangée pour les 3 prochaines années, ainsi de suite.

S'applique le taux de TVA en vigueur au moment de la fourniture de la prestation.

8. FACTURATION

La facturation a lieu mensuellement. Une seule facture mensuelle est établie pour toutes les prestations fournies dans le cadre de ce contrat. Elle est assortie de la présentation d'un décompte détaillé des prestations fournies. Il sera également joint un document récapitulant les factures antérieures, les factures soumises au paiement et l'état d'avancement des dépenses par rapport à la décomposition des phases et coûts du contrat (dont l'indication du pourcentage de l'avancement).

Le paiement se fait dans les 30 jours sur le compte unique du mandataire. Dans le cas d'une communauté de soumissionnaires, la répartition interne entre les membres du mandataire est de la compétence de celui-ci.

8.1. DÉCOMPTÉ DÉTAILLÉ DES PRESTATIONS

Le décompte des prestations fournies est à détailler comme suit :

- Date de la prestation
- Heure
- Durée
- Personne / entreprise
- Chantier / étape / phase
- Description succincte des activités

8.2. INDICATIONS DE LA FACTURE

La facture indique les informations suivantes :

- Nom du mandataire
- Mention « Réaménagement du Parc des sports »
- Date de la facture
- Période de facturation
- Heures et coûts par chantier/étape/phase
- Somme due hors TVA
- TVA
- Somme due TVA incluse
- IBAN / CCP
- Délai de paiement : 30 jours

Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences formelles seront renvoyées au mandataire pour correction.

8.3. CONTRÔLE DE LA FACTURE

Le mandant contrôle la facture présentée et le décompte qui l'accompagne et fait part au mandataire de ses réserves ou des prestations qu'il conteste le plus tôt possible, en général dans les 15 jours. Il a à faire preuve de toute la diligence nécessaire pour permettre la clarification rapide des points contestés.

Le mandant peut en tout temps contester, sur la base de faits parvenus nouvellement à sa connaissance, des prétentions du mandataire qu'il a préalablement reconnues. Si ces prestations ont déjà été honorées, le mandant est en droit de déduire le montant des prestations contestées des prochaines factures.

A moins que des faits importants ne le justifient, le mandant libère la rémunération des prétentions non contestées et ne retient que les montants correspondants aux prestations qu'il conteste ou dont il réclame la clarification.

8.4. ADRESSE DE FACTURATION

Le mandataire adresse ses factures à

Mme Patricia Rachovitch
Urbanisme, constructions et mobilité

Ville de Morges
p.a. Service des Finances
Hôtel-de-Ville, Case postale 272 - 1110 Morges 1

8.5. DÉLAI DE PAIEMENT

Le mandant paie les montants reconnus dans les 30 jours sans escompte.

8.6. COMPTE UNIQUE DU MANDATAIRE

Les parties conviennent d'utiliser le compte ci-dessous pour tous les paiements effectués par le mandant dans le cadre du présent contrat :

.....
.....
.....

IBAN

8.7. DÉCOMPTÉ FINAL

Le mandataire doit présenter le décompte final du contrat dans les 30 jours après le terme ou la résiliation du mandat. Le décompte final doit être établi de façon à pouvoir être facilement comparé à l'offre.

Le mandant le vérifie dans les 30 jours et communique immédiatement le résultat au mandataire. La créance du mandataire est exigible lorsque le résultat du contrôle lui est communiqué par le mandant.

À moins que les faits importants ne le justifient, le mandant libère la rémunération des prétentions non contestées et ne retient que les montants correspondants aux prestations qu'il conteste ou dont il réclame la clarification.

9. ORGANISATION

9.1. ORGANISATION DU MANDANT

Le mandant a mis en place une organisation de projet placée sous le pilotage supérieur de la Délégation Municipale Parc des sports. L'organigramme du projet (voir article 4.2 *Organisation du projet* du cahier des charges de l'appel d'offres) est contraignant dans sa version actuelle.

9.2. INTERLOCUTEURS PRINCIPAUX

Les parties désignent comme interlocuteurs principaux les personnes suivantes :

Pour le mandant

Mme Patricia Rachovitch, Cheffe du projet Parc des Sports
Ville de Morges
Service Urbanisme, constructions et mobilité
Hôtel-de-Ville, Case postale 272 - 1110 Morges 1
Tél: +41 (0)21/804 96 75
patricia.rachovitch@morges.ch

et, en cas d'absence :

Mme Anouk Paltani Baumann, Cheffe de service
Ville de Morges
Direction Urbanisme, constructions et mobilité
Hôtel-de-Ville, Case postale 272 - 1110 Morges 1
Tél: +41 (0)21/804 96 72, mobile : +41 (0)79/722 59 02
anouk.paltani@morges.ch

Pour l'objet « Infrastructures souterraines » et en phase de réalisation du projet :

M. Albéric Magnard, Chef de projet Ingénieur civil
Ville de Morges
Service Infrastructures et gestion urbaine
Riond Bosson 14
Tél: +41 (0)21/823 03 29
alberic.magnard@morges.ch

Pour le mandataire

le pilote de l'équipe et planificateur et coordinateur général

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email.....

et, en cas d'absence

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email.....

L'ingénieur civil et, en phase de réalisation le responsable de la Direction des travaux

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email.....

Demeurent réservés les contacts techniques directs imposés par les nécessités du mandat entre le mandataire et d'autres participants au projet, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Commune de Morges. Toute convention divergente des dispositions du présent contrat prise entre le mandataire et ces autres participants au projet demeure sans effet.

Le pilote sera l'interlocuteur du mandant pour toute la durée de l'opération et fera ainsi le lien avec les différents mandataires en cas de groupement.

9.3. PERSONNES-CLÉS

Les personnes clés du mandataire citées nommément ci-après ainsi que celles citées dans l'offre comme prévues pour l'exécution du contrat, ne peuvent être remplacées dans leur fonction qu'avec l'approbation du mandant et uniquement par des personnes ayant les mêmes qualifications.

Pilote de l'équipe / Planificateur et coordinateur général

Cf article 9.2 *Interlocuteurs principaux*

Architecte du paysage

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email

Ingénieur civil et responsable de la direction des travaux en phase réalisation

Cf article 9.2 *Interlocuteurs principaux*

Eclairagiste

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email

Spécialiste en terrain de sports

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email

Architecte et ou urbaniste

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

email

<Autre fonction dans le projet>

<Civilité, Prénom, Nom, fonction>

<Entreprise>

<Service>

<Adresse>

Tél.

Email

S'il le considère comme nécessaire, le mandant peut demander le remplacement du pilote ou de toute autre personne-clé du mandataire. Le mandataire est tenu, dans la mesure du possible, de proposer au mandant des solutions satisfaisantes.

9.4. SOUS-TRAITANTS ET AUXILIAIRES DU MANDATAIRE

À l'exception des cas ponctuels et limités tels que des mandats de reproduction ou d'impression, la sous-traitance par le mandataire de prestations issues du présent contrat nécessite l'accord préalable du mandant.

Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés dans tous les cas comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO.

Le mandataire répond envers le mandant et tout tiers pour tout dommage direct ou indirect causé par un de ses mandataires et auxiliaires auxquels il fait appel pour fournir les prestations prévues ou découlant de ce mandat. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers ne modifie aucunement la responsabilité contractuelle du mandataire ou celle relative au contrat.

En l'absence d'autorisation expresse écrite établie par le mandant, toute substitution opérée par le mandataire est considérée comme indue au sens de l'art. 399 al. 1 CO.

Dans tous les cas et indépendamment du fait qu'il ait été dûment annoncé ou non, aucune relation contractuelle n'est établie entre le mandant et un sous-traitant du mandataire, et le mandant n'assume aucune responsabilité pour les obligations contractées par le mandataire envers ses sous-traitants. En

revanche et après avoir entendu les intéressés, le mandant peut, en cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou pour d'autres raisons importantes, payer directement les tiers ou consigner le montant aux frais du mandataire, dans les deux cas avec effet libératoire à l'égard du mandataire. Dans tous les cas, le mandant en informe le mandataire par écrit.

9.5. LANGUE DU MANDAT

Le Français.

9.6. NOTIFICATIONS A EFFETS JURIDIQUES

Les notifications à effets juridiques entre le mandataire et le mandant sont à faire en la forme écrite et à adresser par courrier recommandé. L'utilisation du courriel pour ces notifications est autorisée, elles ne déploient toutefois leurs effets juridiques qu'avec la confirmation de leur réception par leur destinataire. Les notifications faites lors de séances de travail faisant l'objet d'un procès-verbal sont valables. Elles déploient leurs effets juridiques dès l'adoption dudit procès-verbal.

10. DISPOSITIONS FINALES

10.1. ACCORD SPÉCIAUX

Le présent contrat règle l'intégralité de la relation contractuelle entre le mandataire et le mandant. Aucun accord spécial n'a été conclu entre eux.

10.2. ENTRÉE EN VIGUEUR DU CONTRAT ET DÉBUT DU MANDAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Les prestations fournies par le mandataire dans le cadre de ce mandat antérieurement à l'entrée en vigueur du présent contrat sont réglées, sauf convention divergente, selon les termes du présent contrat ou sur la base du cahier des charges de l'appel d'offres et de l'offre du mandataire dans cet ordre de primauté.

10.3. INTERRUPTION DU MANDAT

En cas d'interruption du mandat ordonnée par le mandant ou rendue nécessaire pour des motifs liés au pilotage général du projet, le mandataire n'a pas droit à une indemnisation supplémentaire.

Cette interruption peut se faire sur la totalité du mandat ou sur une partie des missions du mandat.

Si, lors de la reprise du mandat, le retard nécessite un remaniement de données existantes ou d'autres travaux supplémentaires, ces prestations complémentaires et leur rémunération doivent être convenues par écrit entre les parties avant la reprise des travaux.

10.4. DURÉE ET TERME DU MANDAT

Le présent contrat est conclu pour une durée correspondante aux délais du planning intentionnel (voir article 4 du présent contrat).

Chaque partie peut mettre fin en tout temps au présent contrat. L'indemnisation due par la partie qui met fin au contrat en temps inopportun est réglée selon les dispositions de l'art. 404 CO. Toutes les dispositions divergentes des normes professionnelles demeurent sans effet.

Les parties peuvent mettre fin en tout temps au contrat pour justes motifs. Les motifs sont considérés comme justes lorsqu'une partie ne respecte pas ses incombances essentielles nées de la nature du présent contrat.

Ainsi, les motifs sont considérés comme justes si le mandataire viole de manière importante son devoir de diligence et de loyauté ou si, ne respectant pas ses devoirs selon le point 6.10, il agit ou se comporte de manière susceptible de nuire à la réputation du mandant ou à son devoir d'exemplarité. Ils sont également considérés comme justes si le mandant, après avoir dûment été mis en demeure, ne respecte pas son obligation de rémunérer le mandataire pour les prestations reconnues ou viole son devoir de diligence dans la clarification de factures présentées par le mandataire et portant sur des prestations ou des montants que le mandant conteste.

En cas de résiliation du contrat pour justes motifs, la partie résiliée ne peut faire valoir des prétentions pour résiliation en temps inopportun que dans la mesure où elles démontrent que les justes motifs ont été invoqués à tort. Les droits de la partie qui résilie le contrat pour justes motifs demeurent pleinement réservés.

En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun lorsque :

- Les crédits ne sont pas approuvés ou libérés par l'autorité législative, exécutive ou par une autre autorité ;
- Les autorisations font défaut ;
- Le mandant ne donne pas son accord pour la libération d'étapes ou de phases ;
- Une ou plusieurs personnes-clés du mandataire, dont la collaboration est déterminante pour le projet, ne sont plus à disposition du projet et ne sont pas remplacées ou sont remplacées dans leur fonction sans l'approbation du mandant.

La résiliation peut intervenir sur la totalité du mandat ou sur une partie des missions du mandat.

10.5. CLAUSE SALVATRICE

Si certaines dispositions du présent contrat ainsi que de ses annexes devaient s'avérer partiellement ou complètement nulles, ou si elles devaient contenir une faille, la validité des dispositions restantes n'en serait néanmoins pas affectée.

Les parties conviennent de remplacer les clauses frappées de nullité par les dispositions valables les plus proches possibles du but initialement poursuivi par les clauses nulles.

10.6. EXIGENCE DE FORME

Pour être valables, les modifications ou compléments du présent contrat nécessitent la forme écrite. Cette exigence s'applique également à une décision de renoncement à l'exigence d'user de la forme écrite.

Les annexes au présent contrat sont valables dans leur version actuelle. Le remplacement desdites annexes nécessite une notification selon les dispositions du point 9.6.

Le présent contrat est établi en quatre exemplaires. Chaque partie en reçoit un exemplaire.

10.7. DROIT APPLICABLE ET FOR JURIDIQUE

Le droit applicable est le droit suisse. Le for juridique est Morges.

PROJET

ANNEXES

Annexe 1 - L'appel d'offres en procédure ouverte pour un mandataire général pour l'élaboration du projet de réaménagement du Parc des Sports, cahier des charges du 8 mai 2019, ses annexes et les éventuelles réponses aux questions en cours de procédure ;

Annexe 2 - L'offre du mandataire du <date>.

SIGNATURES

Ville de Morges

Morges, le

Vincent Jaques, Syndic

Morges, le

Giancarlo Stella, Secrétaire municipal

Mandant _____

....., le

.....

....., le

.....